

GRÈVE. Entre 150 et 200 manifestants ont défilé dans les rues de la cité lamartinienne.

Fonction publique démobilisée

La participation au mouvement social organisé hier à Mâcon était faible. Le symbole, selon les syndicats, d'un découragement total

Entre 20 et 25 % seulement des enseignants du second degré sont en grève. Ce qui ne signifie pas que mes collègues adhèrent aux mesures gouvernementales. Ils sont justement démobilisés dans leur travail, déplore Bruno Himbert, secrétaire départemental du SNES. »

La RGPP (Révision générale des politiques publiques) est à l'origine de cette résignation teintée de colère. Santé, social, impôts, formation, justice, transports, culture (...), tous les secteurs de la fonction publique sont concernés par cette réforme, mais prenons l'exemple de l'éducation pour illustrer l'incompréhension des protagonistes.

Les suppressions de poste scandalisent les syndicats : « Le gouvernement a un seul objectif : diminuer le nombre de fonctionnaires, enrage Philippe Dormagen, secrétaire départemental de la FSU. Nous n'avons même plus de ligne directrice dans notre travail. » Selon les chiffres avancés hier, 16 000 postes seront fermés dans les écoles, collèges et lycées publics du pays à la prochaine rentrée. Le ministère de l'Éducation nationale, lui, annonce 2 100 postes créés.



Les grévistes étaient peu nombreux hier et semblent abasourdis par « l'entêtement » du gouvernement. Photo A. D.

AU CREUSOT

45 % DE GRÉVISTES AU LYCÉE LÉON BLUM

Près de 45 % des enseignants des deux sites du lycée Léon Blum du Creusot étaient en grève hier. « L'éducation est laissée à l'abandon », déclare Samuelle Degouve de Nuncques, professeur de français. Avec le mélange et le regroupement des sections du bac pro, les professeurs se retrouvent avec des effectifs inhabituels, « des classes de 27-29 élèves, alors que le maximum est de 24 ». Pour les enseignants, « la réforme du lycée ne remplit pas les objectifs car la France manque de scientifiques, de techniciens et d'ingénieurs. La réforme fait passer l'enseignement technologique au second plan. » Résultat : moins d'élèves dans les filières où les recrutements sont pourtant les plus importants.

« Le gouvernement a un seul objectif : diminuer le nombre de fonctionnaires. »

Philippe Dormagen (FSU)

« Ils oublient les 9 800 postes de stagiaires IUFM supprimés suite à la réforme sur la formation des enseignants ! » rappelle Paul Barday (SNUipp).

D'avantage de postes dans le privé

L'académie de Bourgogne n'échappe pas au grief des syndicats, accusant la rectrice d'annoncer 91 postes supplémentaires pour la rentrée 2010 : « On arrive à -41 si on prend en compte la nouvelle organisation et la réforme de la formation, et avec 1 500 élèves supplémentaires. » Dans les écoles de Saône-et-Loire, la FSU prévoit 26 postes en moins. En parallèle, le nombre de postes augmenterait de 2,5 % dans le privé.

« Éric Woerth (ministre du Budget) est fier des 100 000 emplois supprimés en trois ans dans la fonction publique, tempête Bruno Himbert. Il donne en exemple Pôle emploi, fusion de l'ANPE et des Assedic, en affirmant que tout se passe bien. C'est faux, c'est le foutoir. Cette commu-

nication mensongère est scandaleuse et insupportable ! »

Le syndicat Solidaires 71 dénonçait les 33 754 suppressions d'emplois prévues pour 2010 dans la fonction publique : « Dans la presse nationale et locale, nos décideurs, préfet, trésorier-payeur général, directeurs des administrations, se gaussent du formidable potentiel des réformes en terme d'efficacité. Oui mais pour qui et dans quel but ? En premier lieu pour la satisfaction de leurs objectifs personnels de carrière, mais sûrement pas pour le bien des usagers. »

La déclaration d'Éric Woerth hier matin dans l'émission « Les quatre vérités » a été passablement appréciée : « On négocie sans arrêt. Et plus que ça, on dialogue (...) » affirmait le ministre. « Il n'y a jamais eu de négociations sur les suppressions d'emplois et les réformes, c'est de la provocation » répond le syndicat Solidaires. Quel que soit le domaine au sein de la fonction publique, les 150 à 200 manifestants hier à Mâcon ont défilé dans les rues pour faire entendre leur désappointement. Reste à trouver l'oreille qui les entende.

ANTHONY DEFOIS

adefois@lejsl.fr

Lire aussi en page 17

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

De quelle manière ces réformes gouvernementales affectent votre activité professionnelle ?



VIVIANE VIGNERON
54 ans
Montmelard

« On est en sous-effectif »

Je travaille à l'inspection du travail. Nous étions en dehors des tutelles politiques, mais là, on ne sait pas ce que va devenir notre travail. Nous sommes déjà en sous-effectif pour appliquer sérieusement le droit du travail. Pour 3 personnes, notre secteur regroupe 5 000 entreprises.



J-FRANÇOIS GOURLET
49 ans
Chalon

« On fait miroiter les parents »

Je suis prof d'histoire et je n'accepte pas les mensonges systématiques du ministre de l'Éducation. On fait par exemple miroiter aux parents de remplacer le redoublement par une remise à niveau. Séduisant, non ? On oublie juste de dire que c'est limité à une semaine de suivi pendant les vacances.



CHRISTIAN MAZET
55 ans
Prissé

« Plus d'accès à la culture »

Je suis animateur d'une bibliothèque pour le personnel du conseil général et secrétaire CGT. En serrant sur les budgets et le personnel du Département, on se retrouvera au bout du compte avec des gens qui n'auront plus accès aux loisirs et à la culture. Voilà les effets de la volonté du gouvernement.



NICOLE GAGUIN
53 ans
Sancé

« Les remplaçants seront rares »

Je suis Atsem à la mairie de Mâcon, je m'occupe des enfants. Un départ sur trois n'est pas remplacé. C'est déjà difficile de remplacer le personnel malade, et maintenant, il n'y a plus d'embauche. Ce sera encore plus dur. Les enfants ne sont pas des valises qu'on pose, il faut les prendre en charge.



CAROLE BONIN
26 ans
Montceau

« Une rentrée à 37 élèves de CP »

Je suis professeur des écoles. L'an dernier, nous avons fait la rentrée avec 37 élèves de CP ! Cette année, j'ai 27 élèves car il y a eu une ouverture de classe, sinon nous aurions été plus de 30 par classe. Je manifeste aujourd'hui pour informer les parents, les interpellés sur la situation actuelle.